



Je m'abonne dès 1\$

Newsletter

## MOYEN ORIENT ET MONDE

### Cri unanime à la COP24 : « Nous n'avons plus de temps ! »



Une marche pour le climat à Katowice qui accueille la COP24. Agencja Gazeta/Grzegorz Celejewski via Reuters Attention Editors

## CHANGEMENT CLIMATIQUE

La deuxième semaine de la conférence devrait être mouvementée, notamment en raison des questions

**5** articles restants

Pour la défense de toutes les libertés

ABONNEZ-VOUS DÈS 1\$

Déjà abonné? Identifiez-vous



---

« Les gouvernements n'en font pas assez et les intérêts des corporations ont pris le pas sur l'action climatique. » Soumya Dutta, militant indien, ne décolère pas. Dans les rues de Katowice, une ville polonaise minière qui semble accueillir avec une relative indifférence la 24<sup>e</sup> conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC), plusieurs centaines de militants défilent lors de la traditionnelle marche climatique. Dans tous les esprits et tous les slogans, les mots « Nous n'avons plus le temps ! », qui font référence entre autres au récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, la plus haute instance scientifique sur le sujet dans le monde), qui a fortement recommandé de retenir l'objectif d'une augmentation de 1,5 degré de hausse de la température de la terre par rapport à l'ère préindustrielle, donnant aux pays du monde un délai jusqu'à 2030 pour agir en conséquence, sous peine de quoi le pire ne pourrait être évité.

La marche sur le climat, placée sous haute surveillance policière, se déroule dans une atmosphère bon enfant et festive, mais les discours sont graves. « Je désespère de voir les gouvernements agir, je crois que c'est aux peuples de faire pression sur eux », lance Soumya Dutta, qui travaille au sein d'une organisation qui aide les agriculteurs indiens à s'adapter aux changements climatiques. « Les choses avancent bien trop lentement », se lamente pour sa part Yeb Sano, un ancien négociateur dans la délégation philippine, qui a décidé de se reconvertir en militant après les typhons qui ont décimé son pays à plusieurs reprises et lui ont enlevé plusieurs de ses proches. « Je vois même que le processus recule, alors que plusieurs pays reviennent sur leurs engagements précédents. Katowice est pourtant supposée être une étape importante », ajoute-t-il. « Cette COP me donne l'impression d'être organisée par une société minière, constate ironiquement Lana, une étudiante allemande. Je crois qu'il y a trop de secteurs qui ne veulent pas changer leurs habitudes. J'en viens à espérer tout simplement qu'ils n'abandonneront pas l'Accord de Paris. »

*(Lire aussi : [Écologie, économie: à jamais ennemies ?](#))*

### **Plus politique que scientifique...**

Ce à quoi l'étudiante et les militants font référence dans leurs remarques, ce sont les négociations ardues qui ont commencé dans le site de la COP24 à Katowice, et se poursuivront cette semaine avec les ministres ou Premiers ministres des pays. Cette COP est une étape importante puisque son objectif est de finaliser la feuille de route pour l'application de l'Accord de Paris, signé unanimement par tous les pays en 2015. Or ces négociations se font dans un climat difficile : non seulement les États-Unis ont décidé depuis plus d'un an de se retirer de l'accord d'ici à 2020, mais d'autres pays pourraient suivre leur exemple. Après l'élection de Jair Bolsonaro au Brésil, un président ouvertement climatosceptique et hostile à la protection de la forêt amazonienne, ce pays vient de déclarer qu'il n'accueillerait pas, comme prévu, la COP25 l'année prochaine. Le Costa Rica ou le Guatemala pourraient le remplacer, mais la décision finale n'a pas encore été prise.

Dans le cadre des entraves aux négociations, notons la prise de position arabe très remarquée exprimée par le Koweït en fin de semaine au nom du groupe des pays arabes, sur le rapport du GIEC recommandant de limiter la hausse de températures à 1,5 degré (l'Accord de Paris précisait déjà qu'il fallait la limiter au maximum à deux degrés, et la garder le plus possible proche de 1,5 degré). Or le groupe arabe, sous l'impulsion de certains observateurs, semble penser que cette affirmation est plus politique que scientifique.

**5** articles restants

Pour la défense de toutes les libertés

ABONNEZ-VOUS DÈS 1\$

Déjà abonné? Identifiez-vous



---

Plusieurs sources concordantes soulignent pourtant que les pays arabes ne parlent pas d'une seule voix à ce niveau : le Liban, par exemple, qui fait partie du Forum de la vulnérabilité climatique (un groupe de pays qui poussent vers des accords plus ambitieux, se considérant comme vulnérables aux changements climatiques), ne partagerait pas cet avis et le ferait savoir au cours des réunions politiques. Le Liban vient de présenter son second rapport sur le changement climatique à la COP24.

Enfin, selon plusieurs observateurs, le débat sur les finances s'envenime : les emblématiques 100 milliards de dollars par an, devant être assurés par les pays industrialisés en vue de financer la mise en application de l'Accord de Paris, ne sont toujours pas garantis, d'autant plus que le retrait américain anticipé complique la tâche. De plus, les ambitions revues à la hausse des pays, en prévision de l'entrée en vigueur de l'accord en 2020, ne sont pas au rendez-vous : rappelons que le processus actuel repose essentiellement sur des engagements volontaires des pays pour réduire leurs émissions, et que ces engagements jusque-là mettent toujours la planète sur une trajectoire de plus de trois degrés de hausse des températures. Un constat rendu encore plus grave par une récente étude du Global Carbon Project, qui montre que les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont augmenté de 1,6 % en 2017, et devraient augmenter de près de 3 % en 2018, alors qu'elles s'étaient stabilisées de 2014 à 2016. Seule initiative significative durant la COP24 jusque-là : un engagement de la Banque mondiale pour des financements climatiques de l'ordre de 200 milliards de dollars sur plusieurs années à partir de 2020.

*(Lire aussi : [À la COP24, l'OMS appelle à agir pour le climat pour sauver des vies](#))*

#### « C'est de notre survie à tous qu'il s'agit »

Le hiatus entre l'urgence climatique, telle que présentée par les scientifiques, et la lenteur des négociations politiques auront donc rarement été aussi visibles que durant cette COP24. Ce sommet devrait impérativement se terminer par l'adoption de la fameuse feuille de route sans laquelle l'Accord de Paris serait impossible à appliquer, donc gravement compromis. Alors que certaines voix inquiètes s'élèvent pour craindre que cette échéance ne soit pas respectée, la plupart des personnes interrogées pensent qu'elle le sera effectivement, mais que sa forme finale n'est pas encore connue.

Toutefois, hors des murs de la COP, c'est l'insatisfaction qui prime, mais cela se traduit par un appel à l'action, pas au désespoir. « Pour moi, rien ne sera suffisant tant que ce ne sera pas la fin du charbon et des autres énergies fossiles », souligne Lana, l'étudiante allemande.

Les jeunes manifestants de l'organisation britannique catholique CAFOD prennent acte du message du pape François en faveur de la protection de la nature et des créatures de Dieu afin de pousser les gouvernements à agir, ainsi que l'explique Libby, leur porte-parole.

Piotr, un Polonais qui s'est joint à la marche comme nombre de ses compatriotes, souhaiterait que son pays réduise, voire cesse, l'exploitation des mines de charbon. « J'ai des enfants et je veux les protéger, dit-il. Mais c'est de notre survie à tous qu'il s'agit désormais. Il est vrai que dans les pays froids, nos hivers sont plus doux et que cela paraît agréable jusque-là. Alors qu'en Afrique, les gens souffrent. Il faut que nous agissions tous. » Au rendez-vous annuel des gouvernements, un appel à la responsabilisation individuelle...

## À la une

**Le journaliste libanais  
Hazem el-Amine  
interpellé manu militari  
"pour une plainte déjà  
retirée"**

*Matthieu KARAM*

**Frontière sud : L'État  
ose-t-il demander des  
explications au  
Hezbollah ?**

**Ghosn dépose une  
plainte auprès du  
tribunal de district de  
Tokyo**

Inscrivez-vous à la Newsletter

 Votre e-mail

→ JE M'INSCRIS

[RETOUR À LA PAGE "MOYEN ORIENT ET MONDE"](#)

**5** articles  
restants

Pour la défense de toutes les libertés

ABONNEZ-VOUS DÈS 1\$

Déjà abonné? Identifiez-vous

